

PANORAMA INTERNATIONAL (5-2-2021)

Après une année de pandémie, le tableau international est celui d'un chaos sanitaire généralisé, d'une crise qui entraîne et frappe des secteurs sociaux les plus larges et d'une crise économique qui n'a épargné aucun pays et dont on est loin d'entrevoir la sortie. Pendant ce temps, l'ordre impérialiste continue de craquer.

CRISE SANITAIRE. Alors que les pays européens espéraient vaincre la pandémie grâce à une vaccination à grande échelle, la troisième vague avance inexorablement. Au milieu de la panique des gouvernements face à l'arrivée des variantes anglaise, sud-africaine et brésilienne, le confinement plus ou moins strict des populations a été décidé dans des pays qui l'avaient auparavant évité¹. Pis encore, ou bien les vaccins prévus ont échoué sur le plan médical ou les entreprises pharmaceutiques des vaccins déjà prêts ne sont actuellement pas en mesure de répondre aux besoins de tous les pays impérialistes. La guerre commerciale pour les stocks des vaccins est féroce et la Communauté Européenne, n'ayant pas financé massivement les laboratoires et ayant voulu négocier leurs prix dans un marché ultra-concurrentiel, proteste bruyamment d'être reléguée sur la liste des clients prioritaires. Aussi bien les États-Unis (dont le nombre de victimes de Covid est supérieur à celui des victimes de la Seconde Guerre mondiale) que l'Angleterre ont "raflé la mise" grâce au financement des laboratoires par des subventions astronomiques et ont certainement payé des prix plus élevés. Les intérêts privés des laboratoires pharmaceutiques ont imposé leur *diktat* aux grandes puissances, au point que les contrats entre la Communauté Européenne et les laboratoires sont secrets d'État². Prétendre que les populations des pays centraux pourraient être vaccinées avant la fin de cette année semble être un vœu pieux. Et tout cela sans tenir compte du fait que des mutations du SRAS-Cov-2 pourraient rendre les vaccins actuels inefficaces.

La situation est encore pire dans les pays dits périphériques. L'Afrique - un continent aux capacités sanitaires minimales pour faire face à la pandémie - est submergée par une vague qui atteint son paroxysme en Afrique du Sud. Au Brésil, la population de Manaus, qui avait atteint précédemment une "immunité collective", est aujourd'hui si violemment touchée par la variante

¹ Le gouvernement français a retardé un confinement léger par crainte de réactions sociales (actuellement 50% de la population est opposée à cette mesure), en attendant que l'aggravation de la crise sanitaire soit suffisamment grave pour que son acceptation se généralise. Mais aucun des pays n'a décrété un confinement strict des "secteurs essentiels", ce qui signifie que la classe ouvrière industrielle, comme chez les transports et d'autres services publics, continue à travailler comme si la pandémie n'existait pas.

² Les quelques parlementaires qui ont pu les consulter ont dû le faire sans papier, sans stylos ni matériel photographique et des paragraphes entiers des contrats exposés ont été recouverts d'encre noire.

brésilienne que les malades meurent dans les hôpitaux par manque de tubes d'oxygène. L'OMS et même Bill Gates ont appelé les pays impérialistes à ne pas oublier de fournir des vaccins aux pays pauvres, car cela pourrait à l'avenir se retourner contre la stabilité sanitaire des pays centraux. Mais envisager vacciner rapidement les populations du "tiers monde" n'est qu'une vision de crédules et naïfs. Au 30 janvier, les pays centraux, qui comptent 14 % de la population mondiale, avaient réservé 50 % de la production internationale de doses des vaccins anti-Covid-19. Le reste des pays avait réservé une quantité qui ne permettrait de vacciner que 10% de la population.

Même les gouvernements des pays impérialistes sont conscients que la pandémie de coronavirus ne sera pas complètement éradiquée d'ici fin 2021, et même pas dans les prochaines années.

CRISE SOCIALE. Partout, la situation sociale est extrêmement grave. Dans les nations centrales, et malgré les subventions publiques qui en 2020 ont irrigué à flots des secteurs entiers de la société et de l'économie et qui financent une bonne partie des salaires des entreprises³, le chômage a explosé, les masses prolétariennes les plus précaires sont en situation d'extrême pauvreté, de larges secteurs des classes moyennes sont en "thérapie intensive" et des pans entiers de la jeunesse connaissent de graves problèmes économiques. Les spécialistes de santé mentale parlent d'une pandémie doublée d'une marée psychiatrique qui concerne de vastes secteurs de tous âges⁴.

En France • il y a un million de nouveaux pauvres de plus qu'il y a un an et quatre millions de travailleurs précaires • Le nombre de chômeurs de catégorie A (sans activité) a augmenté de 7,5% en 2020 (691 000 chômeurs de plus qu'au début de la pandémie, malgré les 27 milliards d'euros investis par l'État pour financer le chômage partiel des entreprises) et il y a 3,8 millions de chômeurs à la recherche d'un emploi • Intérimaires, animateurs, jeunes diplômés, indépendants, étudiants, seniors privés de travail, retraités ... sont des populations contraintes d'avoir recours pour la première fois de leur vie aux centres de distribution gratuite de nourriture

³ Le gouvernement Biden vient de décider un plan de relance de 1 900 milliards de dollars (1 590 milliards d'euros). La Communauté Européenne vient d'approuver un plan de relance à hauteur de 750 milliards d'euros.

⁴ L'anxiété, la dépression, les troubles du sommeil, les tentatives de suicide et le stress post-traumatique se sont répandus dans la population française, où les troubles mentaux représentaient déjà le premier poste du budget du système général de la sécurité sociale (19,3 milliards d'euros sur un total de 109 milliards). En novembre 2020, les états dépressifs concernaient 21 % de la population générale de plus de 18 ans, soit le double du chiffre estimé en septembre. Avant la crise, seuls 10 % de la population avaient connu un état dépressif en 2017. La situation est encore pire dans la population avec une situation économique difficile (35%), les jeunes (29% chez les 18-24 ans, 25% chez les 25-34 ans). Dans une enquête portant sur 70 000 étudiants, 27,5 % ont déclaré un niveau élevé d'anxiété, 24,7 % un stress intense, 16,1 % une dépression sévère et 11,4 % des idées suicidaires (*Le Monde*, 26-11-2020).

et au dernier trimestre 2020 le nombre des "bénéficiaires" a dépassé les 8 millions, contre 5,5 millions les années précédentes • En 2020, l'offre d'emplois de cadres moyens aurait subi une baisse annuelle de 30 à 40% (41% pour les jeunes diplômés entre janvier et septembre) • En décembre 2020, sur les 83% de travailleurs indépendants (autoentrepreneurs) qui ont repris leurs activités, seuls 10% ont récupéré plus de 60% de leurs revenus de 2019.

Dans la zone euro, d'après *Oxford Economics Institute*, le taux de chômage des moins de 25 ans passera de 15,4% en février 2020 à 20% dans les prochains mois.

En France, les annonces de nouveaux licenciements de personnel concernent toutes les branches d'activité : • Renault prévoit de supprimer 4 600 emplois en France • Danone a annoncé le licenciement de 1 500 à 2 000 salariés (sur un total de 100 000) • Avec 13 354 licenciements, au cours du premier semestre la crise a détruit tous les emplois créés dans le secteur aéronautique entre 2009 et 2019 • Bridgestone a fermé son usine de Béthune (863 licenciements) • Il y aura entre 1 200 et 1 400 suppressions d'emplois en 1921 chez IBM France • Au dernier trimestre 2020, plus de 330 entreprises de toutes les tailles et tous les secteurs ont annoncé des dizaines de milliers de suppressions d'emplois malgré les aides massives versées par le gouvernement.

Le reste de l'Europe n'est pas à la traîne et les annonces de licenciements sont légion : • ThyssenKrupp supprime 5 000 emplois • Dans le secteur bancaire, le Banco BMP italien a annoncé 1 500 licenciements, le Banco Santander 4 000, le Banco Sabadell 1 800, le ING néerlandais 1 000, l'ABN Amor 3 000 et la Société Générale prévoit de fermer 600 agences. Ces cas s'ajoutent aux plus de 80 000 suppressions déjà annoncées dans le secteur bancaire européen en 2019, avant la pandémie. Et Fedex vient d'annoncer le licenciement de 6 300 travailleurs en Europe, ce qui a déjà provoqué des mouvements de grève en Belgique (Liège) et dans toute l'Italie (Milan, Bologne, Florence, Rome, Naples, ...).

La situation française est représentative du reste de l'Europe. En Espagne, le taux de chômage est passé de 13,8% à 16,4% et il y a 528 000 chômeurs de plus qu'au début de l'année 2020. En Italie, l'augmentation annuelle du nombre de chômeurs officiels était de 473 000, mais le taux d'inactivité (qui inclut toutes les personnes sans activité dans la tranche d'âge 18-64) est de 42,3 %, alors qu'il était de 39,3 % en Espagne, de 34,9 % en France et de 23,6 % en Allemagne⁵.

Aux États-Unis, alors que le taux de chômage avant la crise était "officiellement" de 3,5 %⁶, il s'élevait à 6,7 % en novembre 2020 (après avoir atteint un pic de 14,8 % au mois d'avril). En un an, 8,9 millions d'emplois ont été détruits et les principales victimes ont été les afro-américaines, les latinos et les travailleurs des services à faible revenu. Malgré la

⁵ <https://data.oecd.org/emp/employment-rate.htm>

⁶ Ces pourcentages ne tiennent pas compte des personnes qui ont cessé de chercher du travail. Aux États-Unis, le taux d'inactivité de la population âgée de 18 à 64 ans était de 32,1 %.

distribution massive de subventions aux populations les plus démunies, dans les prochains mois de 2,5 et 5 millions d'américains pourraient être expulsés de leur logement .

Mais tous les secteurs de la société n'ont pas à se plaindre. Alors que la moitié de l'humanité vit avec moins de 5,50 dollars par jour, 2,2 millions de personnes se partagent plus de richesses que 4,6 milliards de la population mondiale. Tandis que 1% des Américains possédaient 21% de la richesse nationale en 2017 contre 11% en 1980 (alors que le revenu de la moitié la plus pauvre de la population américaine avait chuté de 20% à 12,5%), et que pendant la pandémie la grande majorité des classes sociales se sont appauvries, en 2020 – d'après *Oxfam* - les 10 capitalistes les plus riches du monde ont vu accroître leur fortune de 540 milliards de dollars et les 1 000 plus riches l'ont augmentée de 3 900 milliards. En France, entre mars et décembre 2020, les 175 000 milliards d'euros qui se sont ajoutés au patrimoine des milliardaires locaux représentent le double du budget des hôpitaux publics⁷ ...

À l'autre bout de l'échelle, 2,7 milliards de personnes dans le monde n'ont pas bénéficié de la moindre protection sociale pour faire face aux conséquences de la pandémie.

Le Monde du 3-12-2020 résume la situation dans beaucoup de ces pays :

« Comme un saut sans parachute, les pays à bas revenu plongent dans la crise économique sans aide ni protection. Contrairement aux économies développées ou émergentes, ils ne peuvent compter ni sur la dette publique ni sur de généreux plans de relance pour amortir le choc de la crise liée au Covid-19, et encore moins sur la solidarité internationale, alors que le sort d'un milliard d'habitants est en jeu.

« Selon les estimations publiées jeudi 3 décembre par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (Cnuced), les 47 États les plus pauvres de la planète devraient enregistrer, au cours de la période allant d'octobre 2019 à octobre 2020, la pire performance de ces trente dernières années (...). La Cnuced estime même que, d'ici à la fin de l'année, quelque 32 millions de personnes supplémentaires seront poussées dans l'extrême pauvreté dans ces pays, anéantissant des dizaines d'années d'efforts de développement.

« Le 1^{er} décembre, les Nations Unies (ONU) ont prévenu que la crise économique pourrait se transformer en tragédie humanitaire dans certaines régions, avec des famines se profilant à l'horizon. “Ceux qui vivaient déjà sur le fil du rasoir ont été durement et disproportionnellement touchés par l'augmentation des prix de la nourriture, la chute des revenus, l'interruption des programmes de vaccination et la fermeture des écoles”, a mis en

⁷ *“Cette flambée tient en partie à la politique de rachats d'actifs menée par la Banque Centrale Européenne (BCE), regrette l'ONG. Celle-ci permet aux États d'emprunter à bas cout et de pouvoir financer leurs plans de soutien sans encombre. Mais elle contribue également à faire flamber les cours de Bourse, au profit des plus riches. Ainsi, entre la mi-mars 2020 et la fin décembre, le cours du titre LVMH s'est apprécié de plus de 25 %”. (Le Monde du 25-1-2020).*

garde l'ONU (...) . Les pays à bas revenu (...) souffrent davantage de la récession mondiale que du confinement partiel de leurs économies.

« Des pays comme la République Démocratique du Congo, la Zambie ou encore la Guinée, qui dépendent de l'exportation des matières premières, devraient voir leurs revenus chuter en raison de la baisse des cours. Le Bangladesh, le Laos, ou encore le Népal souffrent pour leur part du repli de 20 % de leurs exportations de vêtements. L'effondrement du tourisme, autre secteur d'activité vital, devrait ralentir les économies des petites îles du Pacifique comme Vanuatu, mais aussi du Cambodge ou du Ghana. A cette baisse des revenus s'ajoute le tarissement des transferts d'argent envoyés par les migrants à leurs familles. En 2020, près d'un million de Bangladais et 200 000 Ethiopiens ont dû quitter l'Arabie saoudite pour rentrer dans leur pays, privant des familles entières de revenus. Et lorsqu'ils ne retournent pas chez eux, les migrants subissent de plein fouet la récession en Europe ou aux États-Unis, ce qui les empêche de soutenir leur famille.

« Le même système financier qui est venu au secours des pays riches pendant la pandémie a précipité la chute des économies les plus fragiles. En 2020, les pays pauvres ont assisté à une fuite des capitaux, à un assèchement de leurs réserves en devises étrangères et à la dégringolade du cours de leurs monnaies, alors qu'aux États-Unis et en Europe, les banques centrales ont acheté des milliers de milliards d'euros de dette publique et facilité le lancement de gigantesques plans de relance ».

Pour sa part, Oxfam rapporte que

« Dans le monde, 61% de la main-d'œuvre travaille dans l'économie informelle. 40% sont des femmes et il y a également de nombreux jeunes. Trois quarts des jeunes adultes gagnent leur vie dans le secteur informel. Cette main-d'œuvre, notamment les travailleuses et travailleurs domestiques, les vendeuses et les vendeurs de rue, les chauffeurs-livreurs et les travailleuses et travailleurs journaliers sur les chantiers, a été durement frappée par la pandémie, car la sécurité de l'emploi n'est pas assurée et il n'est pas possible de compter sur les avantages inhérents aux emplois formels, comme l'assurance chômage.

« D'après le Programme Alimentaire Mondial (PAM), le nombre de personnes souffrant de la faim à un niveau critique devrait atteindre 270 millions avant la fin de l'année, soit une augmentation de 82% depuis 2019 des suites de la pandémie. Autrement dit, avant la fin de l'année, entre 6 000 et 12 000 personnes pourraient mourir de faim chaque jour du fait des impacts économiques et sociaux de la pandémie, soit potentiellement plus que les victimes du virus d'ici fin 2020 »⁸.

En Argentine, d'après un rapport de l'Université Catholique, au troisième trimestre 2020 44,2% des argentins sont au-dessous du seuil de pauvreté et 20,3 millions de personnes ne peuvent pas accéder à toutes les denrées alimentaires de base, au système de santé et à un logement décent. Quelque 64,1 % des enfants de moins de 18 ans vivent dans des familles au-dessous du seuil de pauvreté. Le taux de chômage s'élève aujourd'hui officiellement à 14,2 % (soit quelques 2,7 millions de personnes sans emploi). Au cours de ce trimestre, le nombre de chômeurs a augmenté de 600 000. Selon les données officielles de l'Indec,

⁸ <https://www.oxfamfrance.org/wp-content/uploads/2020/07/Oxfam-le-virus-de-la-faim-090620-fr.pdf>

1 029 643 emplois ont été perdus en 2020. 80 % des 7 436 363 travailleurs des 31 principales villes ont reçu des revenus inférieurs au coût du panier alimentaire de base et les revenus de plus de 20 % du nombre total de travailleurs salariés n'ont pas atteint la valeur du "salaire minimum, vital et mobile".

En Inde, le 20 septembre dernier, sans consultation préalable des organisations paysannes, le gouvernement a fait adopter trois lois qui ont éliminé la régulation par l'État du prix de la production agricole (principalement du riz et du blé)⁹. La régulation des prix agricoles par l'État a jusqu'ici assuré à la paysannerie un prix minimum pour ses produits, a permis à l'État de réguler les prix agricoles par la constitution de réserves et lui a donné la possibilité de distribuer des denrées alimentaires aux secteurs les plus démunis de la population¹⁰. Après l'approbation des nouvelles lois, ce sont surtout les paysans pauvres qui seront à la merci des grandes sociétés céréalières et de l'agro-industrie, et le processus de différenciation des classes parmi les agriculteurs indiens va s'accélérer.

Depuis le 26 novembre, des centaines de milliers d'agriculteurs du Pendjab, de l'Haryana, de l'Uttarakhand et de l'Uttar Pradesh - des régions agricoles grandes productrices de riz et de blé - ont avancé sur New Delhi pour réclamer l'annulation des mesures gouvernementales, ont bloqué plusieurs autoroutes menant à la capitale et ont installé des campements géants malgré le froid glacial et la pandémie¹¹. Simultanément, plus de 300 organisations paysannes, 10 centrales syndicales, des dizaines de fédérations syndicales indépendantes et des mouvements féministes ont déclaré le 26 novembre dernier une grève générale de 48 heures impliquant approximativement 250 millions d'agriculteurs et de travailleurs dans les principaux secteurs industriels (acier, charbon, télécommunications, transports, ports, banques, ...) qui exigeaient non seulement l'abrogation de la dérégulation du marché des prix agricoles, mais aussi l'augmentation du salaire minimum, la suppression des codes du travail adoptés pendant la pandémie (qui permettent aux employeurs d'augmenter la charge de travail et les heures de travail, licencier plus facilement et réduire l'assurance maladie), la distribution de nourriture parmi la population pauvre, l'investissement de l'État dans l'éducation et la santé, et contre la politique de privatisation des entreprises d'État^{12/13}.

⁹ La première autorise les paysans à vendre leurs produits en dehors des circuits réglementés par les prix minimums fixés par l'État. La deuxième favorise les contrats entre paysans et grossistes à des prix convenus avant les récoltes. La troisième supprime l'huile, les oignons et les pommes de terre de la liste des aliments auparavant régulés par des prix officiels.

¹⁰ L'Inde se classe 97ème sur 107 pays selon un indice de l'étendue de la faim dans la population.

¹¹ Voir : https://youtu.be/kvwkCkJ_u2c

¹² <https://peoplesdispatch.org/page/2/?s=India>

¹³ Cf. dans notre blog "Panorama international (17-5-2020)".

Les agriculteurs représentent environ la moitié de la population du pays (650 millions, mais seulement 14 % du PIB). En grande majorité ce sont de très petits exploitants¹⁴ (la superficie moyenne d'une exploitation est de 0,8 ha), ils sont de plus en plus endettés en raison du système de production intensif - nécessitant l'irrigation, des engrais chimiques et des pesticides - introduit avec la "révolution verte" dans les années 1970. La décision du 12 janvier dernier de la Cour Suprême de Justice de suspendre (mais pas d'annuler) les trois lois incriminées n'a pas démobilisé les paysans. Fin janvier, leur mobilisation se poursuivait sans relâche.

Cette mobilisation est allée de pair avec une forte hausse du chômage urbain, qui est passé d'un taux officiel de 6,2 % en novembre à 9,2 % en décembre 2020. Les jeunes travailleurs instruits et salariés paient l'un des plus lourds tributs. Et bien qu'elles ne représentent que 11 % de la population active, 52 % des pertes d'emploi concernent les femmes. Parmi les plus jeunes, la perte d'emplois dans la classe des moins de 40 ans a été estimée à 21,7 millions par rapport à 2019-2020. Les salariés représentaient environ 21 % de l'emploi total, mais ils ont été touchés par 71 % de toutes les pertes d'emploi annuelles. De même, les personnes ayant fait des études supérieures ne représentent que 13 % de l'emploi total, mais 65 % (9,5 millions) d'entre elles ont perdu leur emploi. Les formes d'emploi les plus courantes sont moins bien rémunérées et plus précaires qu'auparavant, les jeunes et les femmes ne parviennent pas à trouver du travail et les emplois "au noir" sont devenus plus fréquents. En fin de compte, l'Inde a officiellement perdu un total de 17 millions d'emplois en 2020, et 9 millions au cours du dernier trimestre¹⁵.

Dans notre "Panorama international" du 17-5-2020, nous écrivions : « *Il faut espérer que les prolétaires et les masses paupérisées de l'Inde réagissent comme pourrait le faire quelqu'un dont la famille risque de mourir de faim "alors que le grenier de la maison est plein à craquer"* ». Six mois plus tard, de larges masses laborieuses se sont engagées sur la voie de l'affrontement contre un ordre économique-social qui génère des antagonismes sociaux explosifs.

CRISE ÉCONOMIQUE. La crise a frappé tous les continents et seule la Chine (selon les informations officielles qui doivent être prises avec des pincettes) aurait connu une croissance annuelle de 2,3 %, la plus faible depuis 1976. Aux États-Unis, la chute annuelle du PIB a été de 3,5 %, la pire depuis 1946¹⁶. En Espagne, elle était de 11%, au Portugal de 9,3%, en Italie de 8,9%, en France de 8,3%, en Allemagne de 5%. En Angleterre on prévoit une baisse annuelle

¹⁴ Les très petits exploitants représentent 65 % des exploitations agricoles et ne possèdent que 20 % de la superficie totale des terres. Si l'on rajoute les petites exploitations de 1 à 2 ha, les secteurs paysans les plus pauvres représentent 83 % du total.

¹⁵ <https://peoplesdispatch.org/2021/01/17/india-faces-grim-jobs-crisis-17-million-jobs-lost-in-past-year/>

¹⁶ Cette apparente "bonne performance" de l'économie américaine a été payée à ce jour avec la mort par Covid de 432 000 personnes .

de 14 %, la pire depuis 300 ans ... En Argentine, la récession au cours des 9 premiers mois de l'année dernière a été de 11,4 %, au Brésil de 5,4 %, au Mexique de 8,3 % et en Inde de 9,2 %.

Le "retour à la normale" dépendra dans une large mesure de la disparition de la pandémie, qui n'est en aucun cas immédiate. Des secteurs entiers de l'économie mondiale sont dans un état catatonique. Le tourisme, le transport aérien (les compagnies aériennes ont perdu 100 milliards de dollars au cours de l'année 2020), la restauration, l'industrie du spectacle et des secteurs industriels entiers¹⁷. On estime qu'en France un mois de confinement "léger" entraîne une baisse de 1% du PIB. En d'autres termes, les gouvernements n'ont aucune idée de ce que réserve l'avenir.

GÉOPOLITIQUE. En Europe, le Brexit a créé une onde de choc dans les relations entre États et la Grande-Bretagne est entrée dans une période de grandes turbulences, tant sur le plan sanitaire qu'économique et politique (notamment face aux aspirations des écossais à l'indépendance).

La Chine a fait un grand pas vers l'élargissement et la consolidation de son ascension en tant que puissance économique. Le 15 novembre dernier, quinze pays de la région Asie-Pacifique ont créé le Partenariat Économique Régional Global (PREG). À ce jour, c'est le plus grand accord commercial au monde. Les quinze pays sont la Chine, le Japon, la Corée du Sud, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les dix pays membres de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est : le Vietnam, la Malaisie, Singapour, Brunei, l'Indonésie, les Philippines, la Thaïlande, le Laos, le Myanmar et le Cambodge. Cette association représente 30 % de la population mondiale et 30 % du PIB mondial. Le PREG concerne le commerce (physique et électronique), les investissements et la propriété intellectuelle. C'est le premier accord commercial conclu entre les trois grandes économies de la région, la Chine, le Japon et la Corée du Sud, et il témoigne du poids économique croissant de l'Asie dans l'économie mondiale. Les négociations avaient commencé en 2013 et s'étaient accélérées à partir de 2017 contre le protectionnisme de l'administration Trump.

Tout comme les États impérialistes n'ont pas d'"amis permanents", mais des *intérêts permanents*, leurs chefs d'État répondent implacablement à ces intérêts. C'est pourquoi, en politique internationale, l'alternance présidentielle aux États-Unis n'aura pas de conséquences majeures. Le secrétaire d'État de Biden, Antony Blinken, a déjà averti la Chine que la confrontation entre les États-Unis et la Chine, qui est à la fois "commerciale, technologique et militaire", pourrait provoquer une guerre si la Chine "va trop loin"¹⁸ et a reconnu que la politique de confrontation de l'administration Trump envers la Chine avait été "la bonne".

¹⁷ L'industrie automobile a subi une baisse annuelle de ses ventes de 19,6% en Espagne, 25% en Allemagne et 22% en France.

¹⁸ https://www.youtube.com/watch?v=8Eack4_NigE

En politique intérieure, Biden a annoncé la suspension de l'expulsion du pays des 11 millions d'étrangers sans papiers (lesquels sont une composante fondamentale de l'économie américaine et des profits de la classe capitaliste) ainsi que l'intention de régulariser progressivement leur situation. Penser que l'État bourgeois puisse éliminer de lui-même ce facteur de surexploitation d'un secteur du prolétariat américain indispensable au "bon fonctionnement" du capitalisme national, c'est comme croire aux Rois Mages.